

Le Parti Communiste Roumain en quête d'une identité roumaine

ALINA PAVELESCU
historienne

Les enjeux de l'orientation nationaliste du régime Ceaușescu, le succès et la crédibilité de cette orientation ne deviennent compréhensibles que dans le contexte plus général de l'histoire du Parti Communiste Roumain. Dire que, loin d'être une anomalie du système communiste, le régime Ceaușescu n'a été que le produit d'une évolution spécifique, celle du communisme roumain dans son ensemble, représente déjà un lieu commun parmi les exégètes du phénomène. Les différences d'opinion commencent néanmoins là où il devient nécessaire d'expliquer les origines du communisme nationale à la roumaine et les choix opérés dans cette direction par les prédécesseurs de Nicolae Ceaușescu, ainsi que leurs motivations – soient-elles émotionnelles ou pragmatiques – dans l'effort de construire une identité nationale pour un parti qui, par son profile doctrinaire, était supposé d'offrir une interprétation des réalités politiques et sociales au-delà de l'horizon idéologique du nationalisme.

L'image emblématique de ce paradoxe est résumée par les deux interprétations opposées qu'elle a pu recevoir, chacune valorisant, de façons et à des fins bien différents, des aspects d'une même et unique réalité: l'une, avancée par les historiens communistes dans les années 1970-1980, présentait le PCR comme un parti qui, depuis toujours, s'est constitué en défenseur des intérêts nationaux roumains¹; l'autre, contemporaine mais ennemie de la première, considérait le même parti comme représentant des conquérants soviétiques en Roumanie, instrument politique entièrement soumis aux intérêts d'un URSS hostile à l'existence de l'Etat roumain dans sa formule d'entre-deux-guerres.²

¹ Le point de départ de cette interprétation officielle l'a représenté le discours de Ceaușescu pour l'anniversaire de 45 ans d'existence du PCR, le 7 mai 1966; voir Nicolae Ceaușescu, *România pe drumul desăvârșirii construcției socialiste (La Roumanie en voie d'achèvement de la construction socialiste)*, vol. 1. Bucarest, Edition Politica, 1968, pp. 335-415. Ceaușescu présentait à cette occasion le PCR comme étant "le continuateur des luttes séculaires du peuple roumain pour l'indépendance du pays, pour la formation de la nation roumaine et de l'Etat national-unitaire", *Ibidem*, p. 335.

² Voir par exemple Victor Frunză, *Istoria stalinismului în România, (Histoire du stalinisme en Roumanie)*, Aachen, Editions Nord, 1984 (II^{ème} édition, Bucarest, Humanitas, 1990). Voir aussi V. Tismăneanu, *The Tragicomedy of Romanian Communism*, in "Eastern European Politics an Society", vol. 3, nr. 2, Spring 1989, p. 337, <https://biblioteca-digitala.ro> / <http://arhivelenationale.ro>

L'évolution du PCR entre-deux-guerres se présente, en fait, trop complexe et contradictoire pour se prêter à des explications simples. Plutôt qu'un parti, il était à l'époque un conglomérat politique dont l'impossibilité de se trouver une cohérence d'action et un support de masse significatif représentait l'effet le plus visible d'une faiblesse doctrinaire due à l'impossibilité de ses groupements constituants de s'établir une identité politique commune et de trancher en faveur d'une même solution – idéologique ou pragmatique – pour les nombreux problèmes qui les opposaient. Déchiré entre l'internationalisme biaisé du Komintern et les conflits à base ethnique divisant ses propres membres, entre l'obligation doctrinaire de défendre les intérêts de l'URSS en tant que patrie du prolétariat mondial et le contraint d'agir dans un milieu socioculturel imprégné de mentalités et valeurs nationalistes, prisonnier indécis des deux tentations opposées, le PCR a traversé une longue et douloureuse quête identitaire avant de faire son option définitive pour le communisme national.

Deux catégories d'explications sont à prendre en compte dans ce processus: l'une qui relève de la longue durée et des expériences formatrices qui ont marqué l'histoire du parti et les biographies personnelles de ses dirigeants; l'autre qui tient plutôt de la conjoncture, des opportunités, des risques et des choix qui se présentaient devant les communistes roumains après leur arrivée au pouvoir. L'interaction entre ces deux catégories d'explications est, à notre avis, la seule qui rend compréhensible le profil du communisme national roumain.

Les années de début: aux sources d'un impossible internationalisme

L'affirmation d'un lien inextricable entre le PCR et les conditions historiques et culturelles existantes dans la Roumanie d'entre-deux-guerres, obstinément reprise par Ceaușescu dès 1966³, se vérifie plutôt dans les ombres qu'ont pesé sur l'existence du parti que dans la connotation positive qu'on a essayé de lui donner après l'arrivée au pouvoir du régime communiste. Dès sa

qui voit le PCR d'entre-deux-guerres comme "un des partis les plus strictement bolchévisés du Komintern" ("Ironically, the same party which is now proclaiming its impeccable patriotic credentials was one of the most strictly Bolshevized detachments of the Comintern.")

³ Voir Nicolae Ceaușescu, *op. cit.*, vol. I, p. 335. Voir aussi *Programul Partidului Comunist Român de făurire a societății socialiste multilateral dezvoltate și înaintare a României spre comunism (Le programme du PCR pour la construction de la société socialiste multilatéralement développée et d'avancement de la Roumanie vers le communisme)*, Bucarest, Editions Politica, 1975, pp. 27-51; la première partie du programme, qui a été adopté en 1974, à l'XI^{ème} Congrès du PCR, est entièrement dédiée à la re-interprétation de l'histoire de la Roumanie, de l'antiquité jusqu'en 1944, dans l'esprit des idées formulées par Ceaușescu en 1966.

formation, en 1921, le parti hérite des grandes lignes de rupture et de tension existantes au niveau de la société roumaine du moment. Le problème représenté par la présence de plusieurs minorités nationales à l'intérieur d'un Etat qui se déclare national-unitaire et dont la formule de préservation identitaire, encore incertaine, donne lieu à de nombreux tourments nationalistes et antisémites⁴, constitue le principal point de départ du conflit entamé, d'une part, entre la direction du PCR et les autorités roumaines – conflit qu'aboutira en 1924 à l'interdiction de toute activité légale des communistes en Roumanie – et, d'autre part, à l'intérieur même du parti, entre les membres de ses différents courants doctrinaires. Le fait que l'Union Soviétique se trouve, après 1918, dans un conflit diplomatique ouvert avec les Roumains, à propos de l'appartenance de son ancienne province, la Bessarabie⁵, au nouvel Etat national roumain, ne fait que compliquer le tableau dans lequel évolue le PCR. Agissant dans un milieu politique et social où les sentiments dominants à l'égard de l'URSS sont la méfiance et l'hostilité, la position ambiguë des communistes roumains dans les débats autour de la question nationale se retrouvera, par conséquent, à l'origine des deux grands échecs du PCR d'entre-deux-guerres: son impossibilité d'articuler un discours politique crédible, qui lui aurait conféré la légitimité nécessaire dans sa société d'origine et son incapacité de maintenir un profil doctrinaire cohérent dans les marges de l'internationalisme prolétarien, tout en restant au-delà des polémiques nationalistes qu'enflammaient la vie politique et culturelle de la Grande Roumanie.

Les débats autour de la question nationale ont été très présents à l'intérieur du Parti Communiste Roumain dès le moment de sa constitution.⁶ Une

⁴ Voir, pour des détails, Catherine Durandin, *Histoire des Roumains*, Paris, Fayard, 1995, pp. 272-280. Pour le climat nationaliste de la Roumanie d'entre-deux-guerres, voir le livre d'Alexandra Laignel-Lavastine, *Cioran, Eliade, Ionescu: l'oubli du fascisme. Trois intellectuels roumains dans la tourmente du siècle*, Paris, Presses Universitaires de France, 2002, surtout pp. 33-120, avec l'analyse de la formation d'une culture d'extrême droite, nationaliste et antisémite.

⁵ Voir des détails chez Adrian Pop, *The Soviet-Romanian Controversy and Romania's "Independence" Policy*, in "Revue Roumaine d'Etudes Internationales", vol. XXVI, no. 2(118), 1992, pp. 111-135.

⁶ Le PCR a été constitué en 1921, à la suite d'une scission du Parti Social-Démocrate roumain. Cette scission a été l'effet de l'action d'un groupement social-démocrate qui a décidé d'accepter le programme politique imposé par la III^e Internationale. Le point central de ce programme concernait l'obligation du PCR de lutter pour le démembrement de l'État roumain. A cause de sa position subordonnée au Soviétiques, les autorités roumaines ont décidé de traiter le PCR en ennemi et, en 1924, à la suite d'une tentative échouée de révolte bolchevique en Bessarabie, le parti communiste a perdu le droit d'exercer une activité légale sur le territoire de la Roumanie;

des premières exigences formulées par les représentants de la troisième Internationale devant la délégation des socialistes roumains, arrivée à Moscou en 1920 pour demander l'affiliation, concernait l'exclusion perpétuelle des rangs du nouveau parti des sociaux-démocrates bessarabiens qu'avaient soutenu le rattachement de la Bessarabie à l'Etat roumain.⁷ L'option faite par les Bessarabiens, en faveur de l'Etat national roumain et au détriment de l'internationalisme prolétarien, n'était pas singulière. Dans des circonstances politiques différentes, mais avec les mêmes conséquences doctrinaires, les socialistes-communistes de Transylvanie, Roumains et Hongrois, ont eux aussi mené une polémique analogue à l'intérieur de la République hongroise des soviets. A la fin du mois de juin 1919, les communistes roumains ont constitué une République Soviétique Roumaine, partie de la République Fédérative Hongroise, dont le but était de rattacher sous un régime communiste tous les territoires roumains pour constituer un Etat national communiste.⁸

La formation du Parti Communiste Roumain, en 1921, s'est produite suite aux polémiques entre les groupements sociaux-démocrates au sujet de l'affiliation du Parti Social Démocrate (PSD) à la III^{ème} Internationale. La scission du PSD entre le groupement favorable à cette affiliation, qui a constitué le parti communiste, et ceux qui ont refusé de se subordonner à Moscou et d'accepter le programme politique de l'Internationale communiste est généralement interprétée par l'historiographie roumaine post-communiste comme une querelle entre "patriotes" (ceux qui ont refusé l'affiliation) et "traîtres" (ceux qui l'ont accepté). La problématique de l'affiliation des communistes roumains à la III^{ème} Internationale nécessite en fait une analyse plus complexe, de la perspective offerte par les documents d'archives récemment publiés, mais également de la perspective des témoignages des participants. Un des témoins de l'époque, le socialiste Șerban Voinea, fournis des informations intéressantes sur l'état d'esprit des socialistes roumains et surtout sur leur connaissance des réalités soviétiques. Suivant Voinea, la décision des socialistes roumains de s'affilier à l'Internationale communiste représentait avant tout "une manifestation sentimentale en faveur de la révolution russe. Personne n'y connaissait la

voir pour d'autres détails Robert King, *History of the Romanian Communist Party*, Hoover Institution Press, 1980, pp. 9-38.

⁷ La délégation roumaine présente à Moscou a signé en ce sens, le 5 décembre 1920, un engagement explicite que nous avons retrouvé aux Archives Nationales de Roumanie (ANR), dans la collection de microfilmes *Russie*, rôle 176, cadre 219.

⁸ Cf. Florin Constantiniu, *PCR, Pătrășcanu și Transilvania (1945-1946) (Le PCR, Pătrășcanu et la Transylvanie. 1945-1946)*, Bucarest, Editions Enciclopedica, 2001, pp. 21-22.

situation exacte, ni même les mieux informés".⁹ Les 21 conditions imposées par Moscou, comme *sine qua non* de l'affiliation, incluaient le devoir de militer pour le démembrement de l'Etat national roumain, mais aussi l'obligation de reconnaître le rôle de l'URSS comme leader du mouvement communiste mondiale. Elles ont choqué la direction du PSD roumain par leur manque de raison pratique et par leur égarement de l'esprit du marxisme. Voinea raconte les premières réactions à la lecture des 21 conditions: l'incrédulité et le soupçon que la délégation roumaine envoyée à Moscou en 1920 ne disait pas toute la vérité.¹⁰ Dans ces circonstances, la polémique pour ou contre l'affiliation s'est portée non pas entre ceux qui valorisaient le destin de l'Etat national plus que celui de l'internationalisme prolétarien et ceux qui agissaient plutôt en internationalistes qu'en patriotes, mais entre ceux qui prenaient au sérieux la véridicité des 21 conditions – et qui ne voulaient pas sacrifier le parti socialiste pour un but politique incertain – et ceux qui étaient plus ou moins persuadés de pouvoir négocier avec les dirigeants de Komintern une orientation doctrinaire plus adaptée aux conditions politiques à l'intérieur de l'Etat roumain. De ce tableau, les fanatiques révolutionnaires ne se sont pas absentes.¹¹ Mais la majorité des socialistes roumains qui ont voté pour l'affiliation était plutôt ignorante qu'internationaliste. L'évolution du groupement socialiste dans le conglomerat politique représenté par le parti communiste roumain après 1921 confirme largement cette hypothèse.

Patriotes ou bolcheviques: la route vers la clandestinité

Dans l'entre-deux-guerres, à l'intérieur du parti communiste roumain se précisent, avec une influence politique fluctuante, au moins quatre orientations dont le profile ainsi que les rapports entre leurs membres, d'une part, et avec le milieu politique et social roumain, d'autre part, relèvent surtout de leur position auprès des dirigeants du Komintern à Moscou¹²: a) *le groupement des anciens*

⁹ Şerban Voinea, *Contribution à l'histoire de la sociale-démocratie roumaine*, Paris, Editions Paul H. Stahl, 1990, pp. 15-17.

¹⁰ *Ibidem*, p. 16.

¹¹ *Ibidem*; Şerban Voinea se souvient de la réaction radicale produite par son discours modéré au neveu du révolutionnaire Christian Rakowski.

¹² Cette classification représente notre propre essai de comprendre, en partant des documents et des témoignages des membres du PCR, la situation existant à l'intérieur du parti aux début de ses structures organisationnelles. Notre analyse n'exclue pas les conclusions de Vladimir Tismăneanu, qui estime comme cruciale pour la vie interne du parti, avant et après la deuxième guerre, l'existence de deux grands orientations: les "moscovites", membres du PCR cooptés dans la direction du Komintern et les "communistes nationaux", des Roumains pour la plupart, membres de la direction interne

sociaux-démocrates, qui constitue, entre 1921-1924, le noyau central du parti; b) *les communistes révolutionnaires de Bessarabie et de Dobroudja*, organisés dans des structures paramilitaires et qui bénéficient du plus grand support de la part de Moscou; ils sont particulièrement actifs dans la première moitié des années '20 et leurs actions violentes sont à l'origine de l'interdiction du parti communiste par les autorités roumaines; c) *les groupements hétérogènes des communistes appartenant aux minorités ethniques vivant à l'intérieur de l'Etat national roumain* (Juifs, Hongrois, Bulgares, Ukrainiens etc.) dont les solidarités sont avant tout interpersonnelles, relevant de leur aspiration commune vers l'autonomie ethnique et de leur méfiance à l'égard de l'Etat roumain; d) *les communistes des prisons*, groupement également hétérogène du point de vue de la position de ses membres à l'intérieur du PCR (plus ou moins influents à Moscou, plus ou moins attachés à des solutions politiques radicales, activistes du parti, internationalistes révolutionnaires ou espions professionnels au bénéfice des autorités soviétiques), mais dont l'homogénéité se construit autour d'un critère ethnique implicite: ils forment, à la fin des années '30 et pendant la Grande Guerre, la majorité des ethniques roumains membres du PCR.¹³ Dans ce dernier cas, les divisions entre les individus à l'intérieur du groupement s'opèrent

du parti. Voir, pour une reprise récente de cette classification, Vladimir Tismăneanu, *Înțelegerea stalinismului național. Moștenirea socialismului ceaușist (Comprendre le stalinisme national. L'héritage du nationalisme ceaușescu)*, in Alexandru Zub, Adrian Cioflâncă, *Cultură politică și politici culturale în România modernă (Culture politique et politiques culturelles dans la Roumanie moderne)*, Iassy, Editions de l'Université "Al. I. Cuza", 2005, pp. 273-290; voir aussi Dragoș Petrescu, *The Political Culture Approach to the Study of Communism: The Case of Romania (1945-1989)*, in *loc.cit.*, pp. 291-304.

¹³ Une analyse pertinente du modèle hiérarchique fonctionnant à l'intérieur du groupement des communistes incarcérés par le régime dictatorial du roi Charles le II^{ème} et plus tard par le régime Antonescu appartient à Pavel Câmpeanu, *Ceaușescu. Anii numărătorii inverse (Ceaușescu. Les années du compte à rebours)*, Iassy, Editions Polirom, 2002, pp. 39-101. Câmpeanu, lui-même un ancien communiste détenu pendant la guerre dans la prison de Caransebeș, décrit la structure hiérarchisée qui fonctionnait parmi les communistes de Caransebeș et de Târgu-Jiu, suivant de près le modèle léniniste du parti-armée; son analyse permet de comprendre le modèle de socialisation politique qui a constitué la base de la formation communiste pour des futurs leaders comme Nicolae Ceaușescu, groupés sous l'autorité incontestable de Gheorghe Gheorghiu-Dej. Ce groupement est celui qui s'est retrouvé, après 23 août 1944, dans la position de contrôler le parti et par conséquent la société roumaine; comme la remarque Câmpeanu, ses représentants ont reproduit, dans leur nouvelle situation, les mêmes comportements politiques forgés pendant la période de détention commune. Nicolae Ceaușescu en tant que dirigeant du PCR a été le produit de ce modèle de socialisation politique dans un milieu carcéral et a hérité, au moins dans une première étape de son régime, des relations interpersonnelles établies dans ce milieu.

presque ouvertement sur des critères ethniques, qui s'ajoutent aux critères d'hierarchie pour marquer de façon assez définitive les différences entre dirigeants et la masse des communistes. Dans les deux premiers cas, même si les divisions ne s'opèrent pas manifestement à partir du critère de l'appartenance ethnique, celui-ci n'est pas moins présent dans le contenu des polémiques entre leurs membres. Ce qui divise les anciens sociaux-démocrates des organisations révolutionnaires de Bessarabie et Dobroudja, c'est la façon dont ils envisagent l'intégration du PCR dans la vie politique de l'Etat roumain. Tandis que pour les anciens sociaux-démocrates cette intégration est un objectif à poursuivre et dans ce but ils estiment nécessaire le compromis entre les idéaux de l'internationalisme prolétarien et les politiques d'assimilation nationale menées par les autorités roumaines, aux yeux des révolutionnaires de Bessarabie et Dobroudja (deux territoires récemment intégrés dans l'Etat roumain et habités par une forte proportion de minoritaires) un tel compromis apparaisse comme inacceptable et aliénant pour l'orientation communiste du parti.

Dans une première étape de l'histoire du PCR, qui pourrait être situé entre 1921 et 1924 – période qui coïncide avec la durée d'existence légale du parti dans l'entre-deux-guerres¹⁴ – la dispute pour le contrôle du parti, patronnée par les soviétiques, se porte entre les anciens sociaux-démocrates et les communistes révolutionnaires de Bessarabie. L'enjeu de cette dispute est représenté non seulement par les polémiques – souvent violentes – concernant les voies d'action à suivre par le nouveau PCR, mais également par la compétition pour une plus grande crédibilité devant le Komintern. Les anciens sociaux-démocrates, groupés autour du premier secrétaire Gheorghe Cristescu, constituent le groupement le moins radical et, en même temps, le moins attaché à la ligne politique rigide et anti-nationale imposée par Moscou. Entre 1921 et 1924 les sociaux-démocrates assurent la direction du PCR sans pour autant avoir une position dominante à l'intérieur d'un parti dont le trait spécifique se désigne déjà être le manque de cohésion idéologique et de coordination politique entre ses différentes factions.¹⁵ Cristescu et les anciens sociaux-démocrates sont les

¹⁴ A cause de sa subordination aux Soviétiques et des relations politiques tendues de Bucarest avec Moscou, sur le sujet de la Bessarabie, le PCR a été dès le début considéré par les autorités de l'Etat roumain comme le représentant des intérêts soviétiques dans la vie politique roumaine. En 1924, suit à une tentative échouée d'organiser une révolte anti-roumaine en Bessarabie, sous la protection et avec le financement du gouvernement soviétique, le PCR perd le droit d'exercer une activité légale sur le territoire de la Roumanie. Voir, pour plus de détails, Robert King, *History of the Romanian Communist Party*, Stanford, Hoover Institution Press, 1980, pp. 15-20.

¹⁵ Ce manque de coordination allait jusqu'au manque total de communication, comme le montre les discours des représentants du Komintern au différentes congrès du PCR: par exemple, au V^{ème} Congrès du PCR, en 1931, Gheorghii Dimitrov critiquait

vecteurs d'une culture politique dont la principale composante est le compromis: le compromis avec Moscou, par l'acceptation de sa ligne politique générale mais également le compromis avec les autorités de l'État roumain pour les déterminer de permettre l'existence et l'action du PCR en Roumanie. La fidélité de Cristescu à l'égard des Soviétiques est conditionnée surtout par le fait que la Russie soviétique fournit la plupart des ressources financières du parti communiste roumain.¹⁶ Mais la ligne imposée par Moscou se heurte, en fait, aux intérêts et au fonctionnement du parti à l'intérieur de la société roumaine. C'est dans ces circonstances que Gheorghe Cristescu essaie d'adopter une position intermédiaire entre les exigences de la III^e Internationale – qui traduisent les intérêts politiques de l'URSS en Roumanie – et la vigilance anti-bolchévique des autorités roumaines.¹⁷ À cette culture du compromis – qui devrait assurer au PCR une existence légale, tout en atténuant les aspects radicaux du projet politique initial – s'oppose la culture bolchevique radicale des groupements des communistes révolutionnaires de Bessarabie et Dobroudja. Du point de vue ethnique, ces groupements – incluant des Roumains, des Bulgares, des Ukrainiens, des Juifs, des Russes – sont beaucoup plus hétérogènes que celui des sociaux-démocrates.¹⁸ Mais leur éducation internationaliste et leurs points de contact avec la culture révolutionnaire des Bolcheviques sont beaucoup plus solides. A titre d'exemple, l'activité des organisations armées de Bessarabie s'origine dans les années 1917-

ouvertement “la direction opportuniste du parti” et montrait que les factions révolutionnaires armées de Bessarabie et de Dobroudja se sont constituées non seulement sans l'aide, mais complètement en dehors du control du PCR. (Cf. Mircea Mușat, Ion Ardeleanu, *România după Marea Unire (La Roumanie après la Grande Union)*, vol. II, I^{re} partie, Bucarest, Editions Scientifique et Encyclopedique, 1986, p. 639). Même si, à Moscou, ces formations étaient tenues comme faisant parti du PCR, la direction communiste de Bucarest ne reconnaissait pas leur appartenance au parti.

¹⁶ Nous avons étudié dans les archives une partie des bilans comptables du PCR, montrant une générosité assez modérée de la part des soviétiques; voir surtout Archives Nationales de la Roumanie, *Collection microfilmée Russie-Komintern*, role 161, cadres 445-447. Il n'est moins vrai que l'existence du PCR n'était possible que grâce à ces subventions.

¹⁷ Cette stratégie de survie politique est à l'origine du limogeage de Cristescu en 1924 et de son exclusion du parti en 1926; voir Archives Nationales de la Roumanie, *Collection microfilmée Russie-Komintern*, role 161, cadres 21-23.

¹⁸ Les biographies des membres du PCR rédigées par le Bureau Exécutif du Komintern offrent une image de la composition ethnique du parti; voir Archives Nationales de la Roumanie, *Collection microfilmée Russie-Komintern*, role 165, cadres 187-690. Un tableau incomplet, rédigé d'après la base documentaire citée ci-dessus, à M.C. Stănescu, *Moscova, Cominternul, Filiera Comunistă Balcanică și România (1919-1944) (Moscou, Komintern, le Filière Communiste des Balkans et la Roumanie, 1919-1944)*, Bucarest, Editions Silex, 1994, p. 114.

1918, dans le contexte de confusion politique et morale générée par la guerre et la révolution bolchevique.¹⁹ Après l'installation de l'administration roumaine dans cette région, les communistes locaux s'organisent en formations paramilitaires ayant pour but d'empêcher l'activité des nouvelles autorités dans l'ancienne province de l'Empire russe.²⁰ Ces formations, armées aux frais de la Russie soviétique et entraînées pour des opérations terroristes, sont imprégnées d'un esprit de discipline militaire et du respect pour l'hierarchie. Leurs liens quasi-permanents avec le gouvernement révolutionnaire de la Russie les mettent en contact direct – à la différence des autres groupements qui constituaient le PCR – avec le modèle d'organisation politique forgé par Lénine.²¹ Après l'intégration des formations communistes de Bessarabie à l'intérieur du PCR, ce modèle d'organisation reste leur principale référence politique. Le conflit entre le groupement bessarabien et les anciens sociaux-démocrates – déroulé dans la première moitié des années 1920 – porte sur les stratégies du combat politique à l'intérieur de la Roumanie. Les Bessarabiens envisagent une organisation politique clandestine, doublée par un corps paramilitaire et refusant toute participation au jeu politique parlementaire; la seule forme de combat qu'ils acceptent, c'est le combat armé contre les autorités roumaines.²² Par contre, les anciens sociaux-démocrates se rendent compte, après la création du PCR, que la seule modalité de constituer une base populaire du parti est la participation aux

¹⁹ Voir pour l'histoire des formations communistes bessarabiens dans les années 1917-1920, les recueils de documents édités en Roumanie par l'Institut National pour l'Étude du Totalitarisme, surtout Florian Tănăsescu (dir.) *Ideologie și structuri comuniste în România (Idéologie et structures communistes en Roumanie)*, vol. I-II, Bucarest, Editions de l'Institut National pour l'Étude du Totalitarisme, 1995-1997, *passim*.

²⁰ Un document de 1928, ayant comme auteur un des membres du groupe communiste bessarabien, décrit l'organisation bessarabienne dans les années 1918-1920 comme étant un parti "clandestin, militaire, centralisé et séparatiste par rapport à la Roumanie des oligarches"; voir Archives Nationales de la Roumanie, *Collection microfilmée Russie-Komintern*, role 172, cadre 437.

²¹ Les paradigmes idéaux utilisés par Lénine dans la construction du Parti communiste russe sont présentés par Dominique Colas, *Le léninisme*, Paris, Presses Universitaires de France, pp. 89-116. Même si dans les conditions de demi-clandestinité dans lesquelles agissait le PCR entre les deux guerres, ce modèle ne pouvait être, à son tour, qu'un paradigme idéal, l'idée de l'unité de volonté a été toujours le principe clef dans le fonctionnement du PCR.

²² La force terroriste de ce groupement a émergé dans la vie politique de la Roumanie en 1920, quand l'un de ses membres a organisé un attentat à bombe dans le Sénat; trois personnes sont mortes à la suite de l'attentat: un sénateur, un ministre et l'évêque unitarien Dimitrie Radu; voir Constantin Argetoianu, *Memorii (Souvenirs)*, vol. III, Bucarest, Editions Humanitas, 1995, pp. 30-36; Constantin Argetoianu était à l'époque ministre de l'Intérieur.

élections et l'acceptation de la compétition ouverte avec d'autres formations politiques et syndicales.²³

Ce conflit de stratégie – qui débouche finalement sur l'apparition de deux programmes politiques distinctes – pèse lourd sur les débuts du PCR en Roumanie.²⁴ Il est entretenu par l'attitude partisane et inflexible de la direction du Komintern, où les Bessarabiens ont une position privilégiée.²⁵ Mais sa conséquence la plus importante, c'est qu'il finit par se faire doubler d'un conflit des groupes minoritaires qui agissent à l'intérieur du PCR. Ces groupes (les Bulgares, les Hongrois, les Ukrainiens, les Juifs) participent sur des critères de solidarité ethnique aux disputes des dirigeants, ce qui crée une situation paradoxale dans le parti: tout en se présentant comme le vecteur d'une idéologie internationaliste prolétarienne, qui affirme la primauté de la lutte des classes par rapport aux conflits entre les nations, le PCR est en fait profondément marqué par les disputes entre ses membres, groupés en fonction de critères d'appartenance ethnique. La pratique des solidarités de groupe suivant ce type de critères s'est perpétuée dans les années 1930-1940 et a fortement marqué les luttes pour le contrôle du parti longtemps après la prise du pouvoir par les communistes en Roumanie.²⁶ Sa signification profonde au-delà des disputes entre les dirigeants du parti porte sur la difficulté d'édifier un projet politique fondé sur la lutte des classes et sur l'internationalisme prolétarien dans un milieu culturel et politique imprégné par le nationalisme.

²³ Voir le rapport rédigé sur ce sujet par Gheorghe Cristescu en 1924; Archives Nationales de la Roumanie, *Collection microfilmée Russie-Komintern*, role 177, cadres 21-24.

²⁴ Dans les années 1926-1930, l'activité du PCR a été pratiquement paralysée par les disputes à l'intérieur de sa direction. C'est seulement l'intervention punitive de la direction du Komintern qui a empêché la dissolution totale du parti; cf. la "Résolution sur la lutte sans principes des factions et sur le rétablissement de l'unité du Parti Communiste Roumain", Archives Nationales de la Roumanie, *Collection microfilmée Russie-Komintern*, role 234, pp. 503-515 (la copie conservée en Roumanie a été rédigée en français).

²⁵ Une situation qui a son revers tragique: la plupart des représentants roumains au Komintern faisant partie du groupement bessarabien, a été exécuté à Moscou dans les années de la Grande Terreur stalinienne, sous les accusations de trotskisme et factionnalisme; voir une liste partielle chez M.C. Stănescu, *op.cit.*, pp. 53-54.

²⁶ Ces disputes opposaient surtout les Roumains aux Juifs. La distinction entre les communistes "nationaux" et les "moscovites" (les communistes roumains formées à Moscou) a été reprise dans le livre du dissident roumain Victor Frunză, *Istoria stalinismului în România (L'histoire du stalinisme en Roumanie)*, publié en roumain aux éditions danoises Aarhus en 1984 et réédité à Bucarest, Éditions Humanitas, 1990 (voir surtout pp. 145-154 de l'édition Humanitas). Voir aussi l'ouvrage de Robert Lévy, *Ana Pauker. The Rise and Fall of a Jewish Communist*, Berkeley, University of California Press, 2001, surtout pp. 194-220.

Le parti polycentrique et la question nationale

Les traces des conflits autour de la question nationale – à partir de l'appartenance ethnique de ses membres – sont plutôt difficile à repérer dans les documents du PCR. Les membres et surtout les dirigeants du parti ainsi que les dirigeants du Komintern chargés de surveiller l'activité des communistes roumains – comme par exemple Bela Kun ou Gheorghe Dimitrov – évitaient pour des raisons facile à comprendre les références directes à de telles situations. Pourtant, en analysant le langage indirect des documents et celui plus ouvert des témoins aux événements on peut déceler au-delà les mots une réalité peu habituelle pour un parti communiste. Malgré les considérations faites par la plupart des historiens roumains²⁷, ce n'est pas le mixage ethnique qui surprend dans le cas du PCR – surtout quand on pense que ce même mixage, fortement encouragé par Moscou, est retrouvable à l'époque dans la plupart des partis communistes européens – mais l'acuité des perceptions partagées par ses membres au sujet des différences ethniques qui les séparaient. Ce type de perceptions deviennent observables à partir de deux catégories distinctes de conflits: les uns conjoncturels, relevant des disputes personnelles entre les membres, l'autre ayant une importance capitale pour l'action du PCR à l'intérieur du pays: l'adoption du slogan de «l'autodétermination des provinces [Transylvanie et Bessarabie] jusqu'à la séparation totale de l'Etat roumain» comme ligne politique officielle du parti.

Le registre mineur n'est pas sans importance puisqu'à ce niveau se construisent les solidarités interpersonnelles et se précisent les rivalités entre les futurs dirigeants de la Roumanie communiste. Dans ce registre, les signes de la xénophobie – avec son expression extrême, l'antisémitisme – se manifestent assez tôt après la constitution du parti, apparemment provoquées non seulement par le grand nombre de Juifs membres du parti, mais surtout par la position jugée

²⁷ Voir, pour une critique récente de la démonstration du caractère majoritairement non-roumain du PCR chez Adrian Cioroianu, *Pe umerii lui Marx. O introducere în istoria comunismului românesc (Sur les épaules de Marx. Une introduction dans le communisme roumain)*, Bucarest, Editions Curtea Veche, 2005, surtout p. 44. Cioroianu souligne bien l'importance de cette démonstration de la perspective de ceux qui, suivant la ligne d'interprétation tracée par le nationalisme de Ceaușescu, ont essayé de présenter le communisme en Roumanie comme une «plaie» apportée par les «allogènes», surtout par des Juifs et de mettre en exergue le rôle positif des communistes de nationalité roumaine (l'équipe de Gheorghe Gheorghiu-Dej ou même Ceaușescu) par rapport aux non-Roumains soutenus par Moscou, longuement blâmés (comme il est le cas d'Ana Pauker, juive d'origine, ministre des Affaires Etrangères et éminence grise du PCR jusqu'en 1952, quand Gheorghiu-Dej l'a éliminé de la direction du PCR) pour leur rôle négatif dans le processus de soviétisation.

trop influente de certains Juifs en tant que représentants du parti auprès de Komintern. Des réactions antisémites sont attestées également au niveau de la direction du Parti²⁸, dans le milieu des ouvriers détenus dans les prisons roumaines²⁹ et même parmi les intellectuels et les étudiants communistes. Il est aussi évident que, tout au long de la période d'entre deux guerres, le mécontentement à l'égard de la solide position des communistes d'origine juive auprès de Moscou n'arrête pas de monter parmi les communistes d'origine roumaine qui, même s'ils sont devenus membres du PCR dans les années 1930, donc après l'élimination de l'influence du groupe social-démocrate de Gh. Cristescu, se montrent les continuateurs de la position de ce dernier dans la question nationale. La méfiance et la rejection semblent d'ailleurs être réciproques puisqu'en 1931, au V^{ème} congrès du PCR, un des participants roumains, Mihai Topa, souligne la nécessité de «lutter sur deux fronts: contre le chauvinisme roumain parmi nos camarades et contre l'irrédentisme, contre le traitement des camarades roumains en gitans».³⁰

Ces manifestations xénophobes observables au niveau des relations interpersonnelles représentent en fait autant de signes d'une culture politique profondément marquée par le nationalisme qui reste la marque d'identité du PCR avant et après son arrivée au pouvoir. Après 23 août 1944, les tensions entre les «nationaux» et les «moscovites» – qui sont, avant tout, des expressions de la lutte pour la suprématie dans la direction du parti – se produisent suivant des clivages ethniques implicites, ainsi comme le montre le conflit entre Gheorghe

²⁸ Un récit significatif appartient à Ion Popescu-Puțuri, communiste d'origine juive, historien, devenu après 1944 directeur de l'Institut pour l'Étude de l'Histoire du PCR. En 1936, Puțuri était membre du Secrétariat du Comité Centrale du PCR et collaborait, conformément au consigne de front antifasciste émis par le Komintern, avec le Front des Laboureurs dirigé par Petru Groza, sympathisant du PCR et futur président de la République Populaire Roumaine. Dans ce contexte, Puțuri décrit ouvertement, dans une lettre adressée à la direction du parti communiste, l'antisémitisme de Groza dirigé contre Ana Pauker et contre lui-même (cf. Archives Nationales de Roumanie, *Collection microfilmée Russie-Komintern*, rôle 193, pp. 571-573). Surtout à l'époque du front populaire, la perception générale du PCR comme «parti des Juifs», subordonné aux intérêts de Moscou s'est révélée comme un obstacle dans son effort de gagner un support populaire à l'intérieur de la société roumaine. De ce point de vue, la relation Petru Groza – Ion Popescu-Puțuri est significative.

²⁹ Cf. Archives Nationales de Roumanie, *Collection microfilmée Russie-Komintern*, rôle 200, pp. 305-311, le récit d'un témoin concernant la ségrégation intervenue dans la prison Văcărești (une des prisons de Bucarest où se trouvaient ensemble, au début des années '30, une partie des communistes arrêtés par les autorités roumaines) entre détenus communistes juifs et roumains.

³⁰ Apud Florin Constantiniu, *op. cit.*, p. 36.

Gheorghiu-Dej et Ana Pauker. Après l'élimination de Pauker, les fidèles de Dej entament un vrai travail d'épuration des membres juifs de la direction du parti.³¹ Les raisons d'une telle épuration relèvent avant tout de la logique politique qui a gouverné les luttes pour le pouvoir à l'intérieur du PCR: l'élimination d'un dirigeant s'accompagnait de l'élimination de toute son équipe de fidèles. Mais les effets pratiques de cette stratégie sont eux-mêmes significatifs pour les critères de fidélité qui fonctionnaient à l'intérieur de l'équipe dirigeante: chaque membre de la direction était entouré par des fidèles recrutés suivant des critères de solidarité généralement reconnus et parmi ces critères celui de l'appartenance à la même communauté ethnique avait un rôle prépondérant. Dans ce contexte, même s'il faudrait rester prudent dans l'affirmation d'une primauté des considérations ethniques dans le développement des luttes pour le pouvoir à l'intérieur du PCR, l'existence d'une certaine forme d'antisémitisme (promu et encouragé par Dej et par son groupe de fidèles, des Roumains pour la plupart) reste pourtant indéniable.

Une situation particulière relevant des perceptions sur l'identité ethnique à l'intérieur du PCR est observable dans les relations entre les communistes roumains, les communistes hongrois de Transylvanie et ceux bulgares de Dobroudja. La nature et le contenu politique des divergences entre Roumains, Hongrois et Bulgares membres du PCR renvoient du registre interpersonnel vers celui beaucoup plus important des polémiques autour de l'adoption par le parti du slogan concernant "l'autonomie des provinces jusqu'à la séparation totale de l'Etat roumain". L'imposition par Moscou d'une ligne d'action hostile au projet politique de la Grande Roumanie a pesé lourd sur l'histoire du PCR avant et après 1944. Des exégètes comme Vladimir Tismăneanu considèrent ce problème comme un des "péchés primordiaux" des communistes roumains, qui a déterminé d'une façon décisive, après la prise du pouvoir politique par le PCR, la stratégie de légitimation par le biais du communisme national, choisie par Dej et continuée par Ceaușescu.³² Tismăneanu, qui décrit un PCR d'entre deux guerres solidement

³¹ Voir les détails concernant l'effet de l'élimination d'Ana Pauker sur les autres membres juifs de la direction du PCR chez Robert Levy, *op. cit.*, pp. 194-219.

³² Cette opinion est reprise par Tismăneanu dans *Stalinism for All Seasons*; voir surtout p. 53 avec la référence à la "dignité blessée" que Ceaușescu essayait de guérir par son effort de re-écrire l'histoire du PCR et p. 189, avec l'analyse des causes qui ont déterminé le manque de légitimité ressenti par les communistes roumain après 1944. Au long de sa démonstration, Tismăneanu privilégie pourtant l'idée d'un antisoviétisme pragmatique des dirigeants du PCR, intervenu après le Rapport secret soviétique de 1956 pour des raisons qui relèvent de leurs efforts de maintenir le contrôle du PCR et d'empêcher le remplacement de l'équipe dirigeante. Le même pragmatisme est mis en exergue par l'analyse de Stelian Tănase, *Elite și societate. Guvernarea Gheorghiu-Dej. 1948-1965 (Elites et société. Le régime Gheorghiu-Dej. 1948-1965)*, Bucarest, Editions

bolchévisé et totalement contrôlé par Moscou, estime que la faute politique indéniable commise par le parti dans l'entre-deux-guerres au sujet de l'Etat national roumain a imposé, après l'instauration du régime communiste en Roumanie, un geste radical destiné à essuyer la mémoire de sa position anti-nationale et à ajouter de la crédibilité à son effort de légitimation au pouvoir.

La ligne de fracture introduite par la politique de «l'autonomie jusqu'à la séparation totale» des provinces roumaines – Transylvanie, Bessarabie mais aussi le Cadrlatère – a marqué d'une façon particulière l'évolution du PCR avant et après 1944. Elle a pesé non seulement sur ses choix des stratégies de légitimation politique mais également – et peut-être plus important – sur les relations interpersonnelles à l'intérieur du parti, sur les relations entre la direction (en fait, les directions) du parti et la masse des communistes, entre les membres de la direction eux-mêmes, ainsi qu'entre le PCR et la société roumaine en général.

La compréhension des conflits politiques engendrés par l'adoption de ce programme d'action passe par l'analyse des mécanismes décisionnels à l'intérieur du parti et du fonctionnement de ses structures dirigeantes. Depuis 1924 vers 1945³³, le PCR est, *de facto* sinon *de jure*, un parti polycentrique. Suite à l'entrée en clandestinité, la direction du parti se divise en deux centres séparés, reconnus par le Komintern: un centre fonctionnant à l'extérieur de la Roumanie, à Vienne puis à Moscou, qui devrait représenter le relais le plus important pour la transmission des consignes politiques de l'Internationale communiste; l'autre, pour la coordination des actions clandestines du parti, fonctionnant à l'intérieur du pays. Les relations hiérarchiques entre les deux centres de direction sont loin d'être précisément déterminées mais le centre extérieur se trouve investi dès le début de sa création, du fait de sa relation plus directe avec le Komintern, d'une autorité plus marquée.³⁴ En fait, et surtout à l'intérieur du pays, l'autorité des

Humanitas, 1998, pp. 152-209, ainsi que par Adrian Cioroianu, *Pe umerii lui Marx...*, pp. 400-403.

³³ Même si le coup d'Etat de 23 août 1944 et l'entrée des troupes soviétiques en Roumanie portent les communistes vers la posture de parti membre de la coalition au gouvernement, la situation organisationnelle de PCR et sa structure dirigeante ne se précisent qu'à la Conférence nationale d'octobre 1945, quand Gheorghe Gheorghiu-Dej est élu secrétaire général du parti; une opinion similaire résulte de l'étude de Nicoleta Ionescu-Gură, *Stalinizarea României. Republica Populară Română: 1948-1950. Transformări instituționale (La stalinisation de la Roumanie, La République Populaire Roumaine: 1948-1950. Transformations institutionnelles)*, Bucarest, Editions ALL, 2005, pp. 27-40.

³⁴ La situation est décrite chez Mircea Mușat, Ion Ardeleanu, *op. cit.*, pp. 560-671. L'histoire de l'apparition de ce livre est en soi une preuve de l'enjeu représenté par la maîtrise des interprétations historiques concernant la question nationale dans la légitimation politique du PCR. Les deux auteurs, historiens travaillant pour l'Institut d'Histoire du PCR, ont publié, au long des années '80, trois tomes de ce livre qui

deux centres est très fluctuante et le plus souvent illusoire. Etant donnée la surveillance rigoureuse pratiquée sur les membres du PCR par les autorités policières de l'Etat roumain, les deux centres éprouvent beaucoup de difficultés à remplir leurs tâches. Le centre de l'extérieur a très peu de moyens pour faire parvenir aux communistes de l'intérieur les décisions et les consignes d'action (qui, d'ailleurs sont fixés par le Bureau Politique de l'Internationale communiste); il a encore moins la possibilité de suivre la mise en œuvre de ces décisions en Roumanie. En fait, le vrais relais du PCR avec Moscou est assuré – surtout au long des années '30 – par des passages clandestins de la frontière soviéto-roumaine de certains membres de la direction interne du parti.³⁵ A son tour, le noyau interne de décision se trouve de façon quasi-permanent bloqué d'abord par une surveillance policière soutenue et par les arrestation massives opérées dans ses rangs par les autorités roumaines, ensuite par les lutte pour la suprématie entre les différents groupements communistes.³⁶ Dans ce contexte, une bolchevisation solide du PCR dans l'entre-deux-guerres, ainsi comme l'affirme Vladimir Tismăneanu³⁷, est difficile à documenter. Les sources d'archives roumaines et soviétiques indiquent plutôt le contraire, prouvant la

compilait, en fait, les sources de l'histoire de la Roumanie entre deux guerres, tout en les filtrant par l'idéologie officielle du parti. Pour l'histoire du PCR, ils ont été autorisés d'utiliser des sources d'archives interdites à l'époque à la plupart des historiens roumains. L'interprétation qu'ils donnent à l'histoire du PCR avant 1944 – une interprétation sans doute approuvée par les dirigeants du parti et par Ceaușescu lui-même – est particulièrement critique au sujet du rôle négatif du Komintern, considéré comme seul responsable pour les échecs politiques du PCR dans la Roumanie d'entre-deux-guerres et très laudative au sujet des "communistes nationaux", ceux qui agissaient à l'intérieur du pays.

³⁵ L'échec de Moscou d'exercer un contrôle ferme sur les différentes noyaux dirigeantes du PCR est reflété par la décision de Staline d'inclure le PCR parmi les sections de l'Internationale communiste supprimées en 1938 à cause de leur "infestation" avec des "espions impérialistes": voir Archives Nationales de Roumanie, *Copilăria comunismului românesc în arhivele Cominternului. Documente (L'enfance du communisme roumain dans les archives du Komintern. Documents)*, Bucarest, 2001, p. 12. Cette décision représentait la consécration de l'atomisation interne du PCR. Suite à cette décision, ce qu'on supprimait c'était la direction externe du parti, celle de l'intérieur continuant de fonctionner en tant que relais entre le Bureau Politique de l'Internationale et les groupements communistes agissant en Roumanie.

³⁶ Les deux sont d'ailleurs liées, parce que l'efficacité de la surveillance policière était le plus souvent la conséquence des dénonces d'une faction contre la faction ennemie; voir en ce sens Stelian Tănase, *op. cit.*, surtout pp. 60-78.

³⁷ Cf. Vladimir Tismăneanu, *The Tragicomedy of Romanian Communism*, in "East European Politics and Societies", volume 3, no. 2, Spring 1989, p. 337.

difficulté insurmontable d'imposer aux groupements communistes de Roumanie un consensus autour de la ligne politique promue par Moscou.

Les conflits entre les différents leaders du PCR et la direction du Komintern dans la question de "l'autonomie jusqu'à la séparation" surviennent dans cette atmosphère déjà chargée par la compétition entre noyaux de pouvoir. Le cas de Gheorghe Cristescu³⁸, démis de ses fonctions à la tête du PCR à cause du refus d'appliquer les consignes politiques de Moscou, est suivi par celui de Lucrețiu Pătrășcanu, qui proteste en 1928 contre la thèse officielle du Komintern affirmant l'existence d'une nation moldave différente de la nation roumaine³⁹. Le refus d'une attitude radicale à l'égard de l'Etat national se manifeste également parmi les communistes roumains de Transylvanie. C'est le cas de Eugen Rozvany, avocat communiste de Cluj et représentant des intérêts communistes dans les élections des années '20. Exclu du PCR en 1929 sous l'accusation "d'avoir pactiser avec l'ennemi", il n'hésite pas de se rendre à Moscou pour défendre ses opinions.⁴⁰ Blâmé par la direction extérieure du PCR, Rozvany reste pourtant à Moscou, convaincu de la bonne volonté de ses camarades communistes et de la possibilité de se défendre les opinions politiques; suite à cette décision, il se retrouve à la fin des années '30 parmi les victimes des grandes purges staliniens.

Dans le milieu fermé des communistes roumains, où chaque leader était entouré par des fidèles qui partageaient les mêmes intérêts et les mêmes vues sur l'évolution du parti, il est à supposer que ce genre de divergences se multipliaient jusqu'au niveau des simples membres. La ligne de fracture ainsi précisée devient plus évidente quand des événements dramatiques surgissent. C'est le cas de la conclusion du Pacte Ribbentrop-Molotov (1939) ou du rattachement de la Transylvanie de nord à l'Etat hongrois, en août 1940, suite à l'arbitrage de Vienne. Ce sont des moments où soit la confiance des communistes roumains dans les décisions de l'URSS se trouve affaiblie, soit les contacts du parti avec Moscou sont quasi-rompus à cause des circonstances internationales. Dans ces situations particulières, chacun des membres et chaque groupement à l'intérieur

³⁸ La faute de Cristescu, ainsi qu'elle est formulée dans un des journaux du PCR en 1926, était celle de "ne pas vouloir aller plus loin de l'autonomie"; cf. Marin C. Stănescu, *Moscova, Cominternul, Filiera Balcanică și România (1919-1944) (Moscou, le Komintern, la Filière des Balkans et la Roumanie. 1919-1944)*, Bucarest, Edition SILEX, 1994, p. 36.

³⁹ Cf. Marin C. Stănescu, *op. cit.*, p. 42; les mêmes opinions de Pătrășcanu dans la question nationale sont confirmées par d'autres sources d'archives, citées chez Lavinia Betea, *Lucrețiu Pătrășcanu. Moartea unui lider communist (Lucretiu Patrascanu. La mort d'un dirigeant communiste)*, Bucarest, Editions Curtea Veche, 2006, pp. 21-22.

⁴⁰ Voir son Mémoire adressé à la direction extérieure du PCR en novembre 1931, in Archives Nationales de Roumanie, *op.cit.*, pp. 282-286.

du PCR se retrouvent dans la situation d'agir de façon autonome et de trouver des solutions rapides, adaptées au contexte local. Et les solutions qu'ils trouvent rendent compte de leurs vraies convictions politiques, au-delà des directives soviétiques. Ce type de situation est bien illustré par l'action politique des groupements communistes roumains de Transylvanie au moment de l'arbitrage de Vienne. Intervenu en août 1940, deux mois après la reprise de la Bessarabie par l'URSS, le passage de la Transylvanie de nord sous administration hongroise est traité dans les directives officielles du Komintern avec une unité de mesure différente: si dans le cas de la Bessarabie, son retour sous l'administration soviétique est considéré comme un acte de justice, le cas de la Transylvanie de nord donne lieu à un autre type de considérations politiques. Le partage de la Transylvanie entre la Hongrie et la Roumanie est considéré par le Bureau Politique du Komintern comme "une manœuvre impérialiste" et les nationalités habitant la région sont exhortées à se rebeller contre les deux gouvernements et à fonder un Etat socialiste indépendant.⁴¹ Conformément aux documents d'archives, la résolution a été discutée et approuvée par la direction interne du PCR, mais comme les organes dirigeantes du PCR étaient déjà presque complètement isolés des groupements communistes de Transylvanie, les communistes de Bucarest n'avaient aucun moyen d'organiser sa mise en pratique sur le terrain. Dans ces conditions, au moins un des groupements communistes de Transylvanie a préféré d'ignorer les directives de Bucarest et de soutenir les actions organisées par le Parti Nationale Paysan contre l'installation de l'administration hongroise.⁴² A la même époque, le groupement communiste de Dobroudja – dont la majorité des membres étaient des ethniques bulgares – agissait pour le passage de cette province sous administration bulgare.⁴³

Cette succession de faits nous offre autant d'arguments pour affirmer que, dans les moments les plus critiques de l'histoire du parti, la culture politique des communistes roumains se montre tributaire à la culture traditionnelle de la société dans laquelle ils agissent. L'inadéquation du projet communiste par rapport à la culture politique prédominante dans la Roumanie d'avant la deuxième guerre mondiale devient ainsi observable à l'intérieur même du PCR. Nous considérons le découpage des solidarités en fonction du distinguo

⁴¹ Voir le Rapport du Comité Centrale du PCR, ultérieur aux événements, in Archives Nationales de Roumanie, *Partidul Comunist din România în anii celui de-al doilea război mondial. 1939-1944 (Le PCR dans les années de la Deuxième Guerre mondiale. 1939-1944)*, Bucarest, 2003, p. 157.

⁴² *Ibidem*, pp. 155-156; une information contradictoire contenue par le document indique que l'organisation communiste des Hongrois de Transylvanie, MADOSZ, soutenait à son tour le maintien de la Transylvanie sous administration roumaine.

⁴³ Leur attitude, également contraire aux directives de Moscou, est critiquée par une autre résolution du Comité Centrale du PCR, le 9 juillet 1940 ; cf. *Ibidem*, p. 94.

“communistes nationaux” (les communistes d’origine roumaine et surtout ceux qui ont mené leur activité en Roumanie, dans des conditions de clandestinité ou dans les prisons du régime Antonescu) – “communistes moscovites” (les représentant du PCR à Moscou et surtout les communistes d’origine juive, membres du PCR) comme une précondition fondamentale de la légitimation du PCR par la construction d’une idéologie nationaliste. Ces racines se précisent bien avant Nicolae Ceaușescu et même bien avant l’arrivée du parti au pouvoir.

L’entrée de la Roumanie dans la guerre contre l’URSS, accompagnée par des arrestations de communistes et par une surveillance encore plus sévère des milieux de gauche de la part des autorités roumaines, a déterminé le passage sur un plan secondaire des disputes autour de la question nationale à l’intérieur du PCR.⁴⁴ Mais l’esprit des factions ainsi que les tensions dues à la compétition pour la suprématie ont survécu à l’intérieur du parti et ont trouvé un nouveau terrain politique après 23 août 1944, avec l’instauration de l’occupation soviétique en Roumanie.

Communisme d’occupation et internationalisme de circonstance

L’arrivée du PCR dans la position d’acteur principal du jeu politique est due à une action extérieure (l’entrée de l’Armée Rouge en Roumanie) et, par conséquent, elle ne lui permet pas de dépasser sur le coup son statut d’isolement à l’intérieur. Le parti reste marginal et faiblement implanté dans la société roumaine.⁴⁵ Etant donné le jeu d’intérêts politiques des soviétiques et son propre besoin de consolidation, le PCR se voit obligé d’accepter pendant trois ans (1944-1947) la cohabitation avec les acteurs politiques représentant l’ancien régime roumain: la monarchie, le Parti National Libéral et le Parti National Paysan. Ses stratégies politiques et le choix de ses moyens d’action sont, au long de cette période, strictement contrôlés et directement dépendants de l’URSS. La position du PCR est d’autant plus compliquée que les luttes pour le pouvoir, notamment entre le groupement des communistes “nationaux” et celui des “moscovites”⁴⁶, se

⁴⁴ Pour des raisons de stratégie – parce que les communistes de Roumanie étaient utilisés surtout pour des actions d’espionnage dans le territoire ennemi – les organes dirigeantes du Komintern sollicitaient eux mêmes au Comité Central du PCR d’éviter l’utilisation des Juifs dans la propagande communiste afin de contourner les suspicions des autorités roumaines; cf. *Ibidem*, p. 251, document de 28 avril 1942.

⁴⁵ D’après les estimation d’Ana Pauker, en septembre 1944, le PCR ne comptait que 1000 membres; voir V. Frunză, *op.cit.*, p. 545.

⁴⁶ Une analyse du rapport de force entre les différents groupements à l’intérieur du PCR est menée par Vladimir Tismăneanu, *Arheologia Terorii (L’archéologie de la terreur)*, Bucarest, Editions ALLFA, 1998, pp. 35-40. A part le groupement des communistes roumains des prisons, qui se montre à long terme le vrai gagnant du coup

poursuivent et même, dans les nouvelles conditions, s'intensifient à l'intérieur du parti. Ces luttes sont surveillées par Moscou qui n'hésite pas d'intervenir et d'accorder son support au groupement qui est le plus susceptible d'accomplir la tâche difficile de la prise du pouvoir par tous les moyens. Dans les années 1944-1947, le groupement moscovite est le seul dans cette position et – malgré les concessions d'Ana Pauker à l'égard des communistes nationaux,⁴⁷ dans le but de préserver l'unité d'action du parti – les frustrations éprouvées par le groupement des communistes nationaux dans cette étape se montreront décisives pour l'évolution ultérieure du parti. La direction du PCR se retrouve très vite dans une position paradoxale: d'une part, la survie du régime communiste en Roumanie est directement dépendante de la présence soviétique;⁴⁸ d'autre part, la présence et l'action des soviétiques en Roumanie limitent la liberté d'action de ceux des communistes qui se considèrent les plus autorisés et les seuls capables d'implanter le projet communiste en Roumanie, les communistes du groupement national.

Dans une première étape, le seul moyen d'assurer la survie du régime est l'acceptation totale du contrôle soviétique. Chacun des dirigeants du parti se lance dans la compétition pour gagner la confiance de Staline et chacun essaie de surclasser ses adversaires en se montrant plus efficace que les autres.⁴⁹ Mais cette

d'Etat de 23 août 1944, et celui des "moscovites", Tismăneanu identifie trois autres groupements distincts: le groupement des communistes roumains qui pendant la guerre ont participé au maquis français, celui des communistes d'origine juive revenus des camps nazis de Transnistrie et celui des communistes hongrois de Transylvanie. Ces trois groupements n'ont pas développé des intérêts spécifiques, se contentant à se rallier à un ou autre des deux grands groupements en compétition politique; à des moments différents et dans des circonstances différentes, leurs membres ont fini par comprendre que le maximum d'avantages se trouvait dans le camp des communistes nationaux et ont accepté d'appuyer la ligne politique de Gheorghiu-Dej. De la classification opérée par Tismăneanu se détache néanmoins l'importance du critère ethnique dans la définition des intérêts communs et des relations entre membres d'un même groupement à l'intérieur du PCR.

⁴⁷ Ana Pauker propose, par exemple, que la fonction de premier secrétaire du PCR soit détenue par Gh. Gheorghiu-Dej, le chef du groupement des communistes nationaux; elle garde pour elle-même la fonction de ministre des Affaires Etrangères, qui lui assure le contrôle des relations du PCR avec l'URSS; cf. Victor Frunză, *op. cit.*, pp. 212-222.

⁴⁸ Kenneth Jowitt, *Revolutionary Breakthrough and National Development. The Case of Romania 1944-1965*, Berkely & Los Angeles, University of California Press, 1971, p. 83. Jowitt surestime pourtant la cohésion des groupements qui composent le PCR, une cohésion qui est aussi difficile qu'elle l'était avant 1944 et qui ne fonctionne après cette date qu'à cause des pressions soviétiques – *Ibidem*, p. 93.

⁴⁹ Voir à ce propos les documents de la mission Lessakov en Roumanie; en août 1947, ce fonctionnaire soviétique a eu à Bucarest des discussions avec les dirigeants du

compétition se révèle très tôt comme un cercle vicieux: vu à l'intérieur du pays comme l'expression de l'occupation soviétique, le régime communiste roumain se trouve dans l'impossibilité de dépasser son isolement par rapport à la société qu'il domine et, par conséquent, de plus en plus soumis au contrôle restrictif des soviétiques. Dans ces circonstances, les dirigeants du PCR prennent conscience de la nécessité de briser l'isolement du parti et de trouver, au-delà du support de l'Armée Rouge, une stratégie de légitimation à l'intérieur du pays.⁵⁰ Le choix de cette stratégie de légitimation est conditionné par le manque de crédibilité du parti à l'intérieur de la Roumanie, par la faiblesse de sa direction et par son image d'agent politique de l'occupation soviétique. Mais la direction du PCR réussit d'identifier, malgré ces obstacles, au moins deux stratégies susceptibles de produire une brèche nécessaire dans l'isolement du parti. Une première stratégie concerne le découpage de la société qu'ils aspirent à dominer en des segments ennemis – qui, d'après le modèle classique, forgé par Lénine, devraient être détruits, faute de pouvoir les récupérer – et des segments susceptibles à être gagnés pour la cause communiste. Ces derniers segments constituent la cible d'un effort de persuasion qui combine la contrainte avec les promesses d'ascension sociale et sont les principaux bénéficiaires de la mobilité sociale entamée par l'effort d'industrialisation du pays et par le besoin du parti de former des nouveaux cadres.⁵¹ Le résultat le plus visible de cette stratégie est la combinaison de la violence politique (utilisée surtout dans le but de désintégrer et, ultérieurement, d'annihiler les anciennes élites politiques, sociales et culturelles) et de l'effort de persuasion (mené surtout, par le biais du discours

PCR sur les divergences entre les groupements national et moscovite. Les documents de la mission Lessakov sont conservés à Moscou au Centre russe pour la conservation et l'étude des documents de l'histoire contemporaine, fond 575, opis 1, dossier 33; un fragment du rapport rédigé par Lessakov a été publié par I. Chipser, *Raportul Lessakov: Kremlinul și lupta pentru putere în PCR (Le rapport Lessakov: le Kremlin et la lutte pour le pouvoir dans le PCR)* in "Dosarele Istoriei" ("Dossiers de l'histoire"), an II, no. 3 (8), 1997, pp. 61-63.

⁵⁰ Sur ce point, nous sommes en désaccord avec K. Jowitt, qui estime qu'avant 1948 le PCR n'a pas essayé un vrai percement de son isolement par rapport à la société roumaine (voir K. Jowitt, *op.cit.*, p. 93). L'analyse du discours de la propagande communiste en Roumanie et des actions des communistes roumains contredit l'opinion de Jowitt; voir, par exemple, l'effort d'Ana Pauker d'élargir la base politique du parti et sa discussion de 31 janvier 1945 avec les autres membres de la direction du PCR, Archives Nationales de la Roumanie, Fond du Comité Central du PCR – Chancellerie, dossier 18/1945, pp. 1-23.

⁵¹ Voir pour l'analyse de cette mobilité sociale, Stelian Tănase, *Elite și societate. Guvernarea Gheorghiu-Dej (Elites et société. Le gouvernement Gheorghiu-Dej)*, Bucarest, Editions Humanitas, 1998, pp. 135-147.

idéologique, mais qui s'appuie sur les possibilités de promotion sociale ouvertes par le processus de reconstruction révolutionnaire du pays et de reconfiguration de la société roumaine). La deuxième stratégie agit au niveau des symboles politiques et repose sur l'annexion des symboles au rôle de légitimation.

La réinterprétation de la culture nationale suivant des commandements idéologiques sui generis a été très tôt expérimenté par les communistes roumains.⁵² Dans les conditions du communisme d'occupation, la réinterprétation des symboles nationaux se fait suivant la logique politique de la soviétisation.⁵³ La clef de cette logique consiste en la représentation de l'URSS comme génie tutélaire non seulement de la nouvelle Roumanie communiste, mais de toute la civilisation roumaine. Les symboles et les représentations de la mythologie nationale sont, par conséquent, bannis du discours public. La position officielle du parti communiste dans la question nationale est maintenant exprimée dans des brochures dogmatiques reprenant la théorie stalinienne de la nation.⁵⁴ Les

⁵² Le livre représentatif pour cette nouvelle orientation de l'historiographie nationale est celui de Mihail Roller, *Istoria României (Histoire de la Roumanie)*, Bucarest, 1947. Le livre de Roller a connu des éditions successives entre 1947 et 1956, devenant le manuel obligatoire pour tous les niveaux d'enseignement, y compris le niveau universitaire.

⁵³ Nous reprenons pour la présente analyse la définition de la "soviétisation" ainsi qu'elle est formulée par Adrian Cioroianu, *Pe umerii lui Marx...*, p. 322: "Processus mimétique d'introduction d'un modèle soviétique dans tous les domaines de la vie sociale: politique, économie, culture, vie quotidienne, sciences et vie intellectuelle" („Proces mimetic de introducere a unui model sovietic în toate domeniile societății: în politică, economie, cultură, habitat și viața intelectual-științifică”; la traduction française nous appartient).

⁵⁴ Voir, à titre d'exemple, Vasile Luca, *Clasa muncitoare și miscarea națională (La classe ouvrière et le mouvement national)*, Bucarest, Editions du Parti Ouvrier Roumain, 1950. Vasile Luca, communiste d'origine hongroise dont le vrai nom était Luca Laszlo, détenait à l'époque la fonction de secrétaire du Comité Central du Parti Ouvrier Roumain. "Avec l'apparition du monde socialiste – coexistant avec le monde capitaliste – à part les nations du passé, sont apparues et continuent d'apparaître des nations nouvelles, complètement différentes et ayant un tout autre contenu que les vieilles nations. Iosif Vissarionovici Staline les appelle nations nouvelles, apparues dans le Pays du Socialisme, des nations socialistes, tandis que les anciennes [sont] des nations bourgeoises" (p. 15). La position officielle des communistes roumains sur le sujet de la question nationale en Roumanie est formulée par Luca de cette manière: "La voie de l'internationalisme prolétarien a rendu possible l'élimination de la haine entre la nation roumaine et les nations voisines, entre les Roumains et les nationalités cohabitantes. A la base de l'internationalisme prolétarien on a construit l'amitié entre le peuple roumain et les peuples de l'URSS, ainsi que l'amitié avec les peuples des pays de démocratie populaire, comme garantie de l'indépendance et de la souveraineté de notre nation. [...]"

nouvelles autorités procèdent au démantèlement radical des symboles de légitimation construits dans l'entre-deux-guerres par les représentants de l'Etat national. Mais, à l'intérieur du PCR et surtout à l'intérieur de la société roumaine, les avatars de la question nationale poursuivent leur chemin, dans des conditions quasi-similaires à celles caractérisant la vie interne du parti communiste d'avant 1944: une fracture plus ou moins marquée – mais toujours présente – entre la position officielle du parti communiste, d'une part, les vrais opinions/intérêts de ses membres et les aspirations de la société roumaine, d'autre part.⁵⁵ Nous essayerons de démontrer cette assertion par deux exemples: l'un, visant la position spécifique d'un dirigeant communiste, Lucrețiu Pătrășcanu, concerne l'impossible unanimité à l'intérieur du PCR autour de la définition d'un intérêt national et la façon dont la question nationale a été utilisée pour les buts immédiats de la compétition politique; l'autre, concernant le statut politique et administratif de la Transylvanie à la fin de la guerre, introduit dans une équation beaucoup plus complexe des acteurs politiques communistes et non-communistes, techniques de manipulation utilisées par l'occupant soviétique et déterminantes d'une culture politique imprégnée de nationalisme qui a survécu à côté et malgré la propagande de la soviétisation. Ces deux exemples sont directement liés, parce que se précisant à l'intérieur du même débat autour de la question de la Transylvanie, mais leurs résolutions différentes nous permettent de déceler les deux logiques distinctes suivant lesquelles les dirigeants du PCR ont toujours opéré: l'une, relevant de la rigidité dogmatique et du machiavélisme des luttes pour le pouvoir, applicable à l'intérieur du parti et définissant les relations entre ses membres; l'autre, plus subtile, débouchant vers une stratégie de survie et de légitimation politique, intervenue dans la relation entre le PCR au pouvoir et la société qu'il est censé de gouverner. Pour avoir un tableau complet des enjeux nationalistes dans les luttes pour le pouvoir à l'intérieur du PCR, nous devons également analyser, en complément au cas de Lucrețiu Pătrășcanu, l'élimination d'Ana Pauker et de ses fidèles par Gheorghiu-Dej et le groupement des communistes nationaux.

La situation administrative de la Transylvanie à la fin de la deuxième guerre a constitué l'objet de minutieuses négociations entre la coalition royaliste

Ainsi la réaction de toute origine nationale n'a plus été en mesure d'utiliser la haine chauvine pour briser l'unité des forces démocratiques" (pp. 32-33; la traduction du roumain nous appartient).

⁵⁵ Un jugement pragmatique sur les préjugés courants dans la Roumanie de l'époque est formulé en 1945 par Ana Pauker devant Staline. Au moment du choix d'un secrétaire général pour le PCR, dignité pour laquelle Staline préférerait Ana Pauker, elle recommande le choix de Gheorghiu-Dej, soulignant son propre manque de crédibilité «en tant que femme et Juive»; cf. Robert Levy, *Ana Pauker. The Rise and Fall of A Jewish Communist*, Berkeley, University of California Press, 2001, p. 72.

roumaine – celle qui s'est chargée en 1944 du renversement d'Ion Antonescu – et les commandants militaires soviétiques.⁵⁶ Pour les Roumains, l'appartenance de la Transylvanie à l'Etat roumain ne pouvait sous aucune forme faire l'objet de concessions politiques ultérieures en faveur de l'Etat hongrois. Pour des raisons qu'on pourrait soupçonner différentes d'un individu à l'autre – au nom de la crédibilité politique ou des convictions sincères – même la direction du parti communiste semblait partager cette opinion.⁵⁷ Les soviétiques avaient pourtant une vision différente qu'envisageait l'utilisation de la question nationale – sujet de réactions extrêmement émotionnelles de la part des acteurs politiques roumains et hongrois – comme monnaie d'échange dans leur jeu de pouvoir avec la Grande Bretagne et les Etats-Unis.⁵⁸ Aux intérêts des grandes pouvoirs s'ajoutaient au niveau régional les intérêts concurrents des autorités roumaines et hongroises et, à l'intérieur de la Roumanie, les luttes politiques entre le PCR d'une part et les partis démocratiques (National Paysan et National Libéral) d'autre part.⁵⁹ Dans une atmosphère chargée de tensions politiques⁶⁰ et alimentée

⁵⁶ Florin Constantiniu, *op.cit.*, pp. 63-92, fait un récit plus détaillé de ces négociations. Conformément au texte de l'Armistice roumain-soviétique, "la Transylvanie ou la plupart de la Transylvanie" devrait revenir sous administration roumaine "sous condition que ça soit approuvé par le Traité de Paix".

⁵⁷ En janvier 1945, dans une séance du Front National Démocrate (la coalition politique qui soutenait le PCR), Gheorghe Gherghiu-Dej affirmait sans équivoque que l'appartenance de la Transylvanie à la Roumanie était "indiscutable"; cf. Archives Nationales de Roumanie, *România. Viața politică în documente. 1945 (Roumanie, La vie politique dans des documents. 1945)*, Bucarest, 1994, pp. 80-81.

⁵⁸ Conformément à l'accord intervenu en 1944 entre Churchill et Staline, l'URSS devrait bénéficier d'une influence politique de 90% en Roumanie, tandis que la Grande Bretagne se réservait un pourcentage d'influence similaire en Grèce; comme le montre Constantiniu, *op. cit.*, p. 75, la pression soviétique dans la question transylvaine ont commencé immédiatement après l'intervention britannique en Grèce, comme si Staline voulait s'assurer que sa partie de bénéfice résultant de l'accord de 1944 serait aussi respectée.

⁵⁹ L'électorat roumain de Transylvanie était par tradition fidèle au Parti Nationale Paysan, qui menait à l'époque une opposition acharnée contre la communisation de la Roumanie; par contre, conformément à des sources indiquées par Florin Constantiniu, *op.cit.*, pp. 68-69, la population hongroise de Transylvanie a été instrumentée par les autorités hongroises de Budapest pour soutenir de façon inconditionné le Parti communiste, cette attitude étant, suivant les Hongrois, la seule en mesure de gagner la bienveillance de l'occupant soviétique. Constantiniu trait cette source – l'archive personnelle du ministre roumain à Helsinki, George Caranfil – avec prudence, mais il n'est pas moins vrai que les évolutions de Transylvanie semblent confirmer cette polarisation artificielle des opinions politiques.

par l'attitude ambiguë des soviétiques, des conflits ouverts entre Roumains et Hongrois n'ont pas tardé de se produire.

C'est dans ce contexte que Lucrețiu Pătrășcanu – intellectuel provenant d'une famille bourgeoise roumaine, converti au communisme dans les années '20 – prend position dans la question de la Transylvanie. Les propos tenus par Pătrășcanu dans ses discours de Cluj/Kolozsvár et Sibiu/Hermannstadt à l'été 1945 allaient dans une direction bien différente de celle soutenue par les Soviétiques sans pour autant s'éloigner de la position marxiste, qui estimait que la résolution du problème national consistait en l'instauration de la dictature du prolétariat et le remplacement de la lutte entre nations par la lutte des classes. Mais le dirigeant roumain se trouvait sous l'impression de ses propres constats sur l'état d'esprit de la population dans la région et ce sont surtout ses considérations concernant les relations entre Roumains et Hongrois qui lui ont valu le blâme du parti. Pătrășcanu remarquait par exemple que “une sorte de complicité s'est instaurée entre les organismes nouvellement créés [en Transylvanie] et les éléments coupables de l'ancienne administration hongroise”⁶¹. Il remarquait également l'hostilité des citoyens d'origine hongroise à l'égard des symboles de l'Etat roumain (leur refus d'arborer le drapeau roumain, par exemple) et de l'utilisation de la langue roumaine dans l'administration. Tout en remerciant au Soviétiques pour “leur volonté ferme et généreuse de rendre la Transylvanie à l'Etat roumain”⁶², ses propos constituaient en fait une incrimination de leur politique dans la région et des manifestations anti-roumaines que cette politique engendrait de la part des ethniques hongrois. De plus, le discours de Sibiu finissait par une exhortation peu commune pour la politique communiste de l'époque: “Renforçons notre spécifique national, en

⁶⁰ Le Parti National Paysan constitue dans la région des formations armées destinées à lutter contre les communistes et qui n'hésitent pas de saisir la direction dans les conflits entre Roumain et Hongrois; à leur tour, les activistes communistes utilisent les éléments hongrois dans leur dispute politique avec les partis démocratiques. Quant à l'attitude des Soviétiques, ils ont accepté en septembre 1944 le retour de l'administration roumaine en Transylvanie de nord, pour changer d'opinion en novembre, quand le commandement militaire soviétique a demandé l'évacuation de la même administration invoquant la nécessité de maintenir l'ordre. En fait, le chantage politique pratiqué par Staline visait deux buts précis: s'assurer que les autorités roumaines allaient payer sans aucun retard les dédommagements de guerre prévus dans la Convention d'armistice et forcer l'instauration d'un gouvernement contrôlé par les communistes. Cette dernière idée devient le leitmotiv de la propagande du PCR, persuadée par les Soviétiques de promouvoir la relation directe entre l'instauration d'un gouvernement communiste et le retour de la Transylvanie sous administration roumaine (cf. Florin Constantiniu, *op. cit.*, p. 76).

⁶¹ Cf. Lavinia Betea, *op. cit.*, p. 213.

⁶² *Ibidem*, p. 212.

luttant pour que notre culture nationale soit plus fructueuse, plus ample⁶³. Ces deux discours, très bien reçus par la population roumaine non seulement en Transylvanie, ont rendu Pătrășcanu le seul communiste populaire à l'intérieur de la Roumanie. Son destin ultérieur – arrêté en 1948, sur décision d'Ana Pauker et des communistes moscovites, il a été fusillé en 1954 sur décision de Gheorghe Gheorghiu-Dej et des communistes nationaux⁶⁴ – rend compte des méandres de la compétition pour le pouvoir à l'intérieur du PCR.

A notre avis, les analogies et les différences qui pourraient être établies entre l'élimination de Pătrășcanu (fusillé en 1954 au bout du dernier procès-spectacle dans les pays satellites) et celle d'Ana Pauker (exclue du parti en 1952, arrêtée pour une courte période, puis relâchée mais définitivement marginalisée) sont très pertinentes pour l'importance du nationalisme dans la compétition entre les dirigeants communistes. Tous les deux ont été victimes du groupement des communistes des prisons, structuré autour de Gheorghe Gheorghiu-Dej. Leur élimination a été le résultat direct du jeu politique pratiqué par ce dernier dans le but de s'assurer un statut de chef incontesté du PCR. Tant Pauker que Pătrășcanu menaçaient par leur présence dans le Bureau Politique du PCR la suprématie de Gheorghiu-Dej: la première à cause de ses connexions à Moscou et de l'amitié qui la liait à certains dirigeants soviétiques (parmi ses plus proches amis se trouvait Molotov), le dernier par sa réputation de communiste nationaliste qui lui a apporté la plus grande popularité connue par un dirigeant du PCR avant la tournante du communisme national. A la différence de Pătrășcanu, ethnique roumain qui a toujours essayé de trouver les moyens pour concilier ses sentiments nationaux et l'idéologie de l'internationalisme prolétarien, Ana Pauker était une communiste juive dont les convictions internationalistes et la fidélité envers le Komintern l'ont toujours emporté sur son appartenance ethnique.⁶⁵ A notre avis, les deux dernières différences entre les situations de

⁶³ *Ibidem*, p. 215.

⁶⁴ *Ibidem*, pp. 208-210; la principale accusation à l'adresse de Pătrășcanu a été celle d'"espionnage en faveur des pays impérialistes", sa position dans la question nationale – contraire en 1945 à celle de l'URSS – jouant un rôle capital en ce sens.

⁶⁵ Même si elle a accordé son support politique à la communauté juive de Roumanie, dans des circonstances difficiles pour la vie de cette communauté, malgré même le fait que son propre frère était un militant sioniste reconnu, dans les prises de position publiques d'Ana Pauker son appartenance ethnique est toujours restée sur un plan secondaire par rapport à ses convictions internationalistes; voir aussi Hary Kuller, *Evreii în România anilor 1944-1949 (Les Juifs dans la Roumanie des années 1944-1949)*, Bucarest, Editions Hasefer, 2002, pp. 430-434; Kuller présente une situation bien nuancée de la position du PCR à l'égard des Juifs de Roumanie. Les communistes roumains ont fait, durant leurs premières années au pouvoir, des efforts réels pour gagner

Pătrășcanu et de Pauker expliquent la différence de traitement dont ils ont finalement bénéficié de la part de Dej: en tant que Juive et fidèle aux soviétiques, Ana Pauker était deux fois impopulaire aux yeux des Roumains. Une fois ses amis de Moscou tombés en disgrâce, elle et son groupement ne représentaient plus un concourant pour le groupement des prisons. Dej n'a pas donc eu besoin de la supprimer physiquement. Par contre, parce que Roumain et membre du groupement des communistes nationaux, Pătrășcanu introduisait dans l'équation du pouvoir un élément de concurrence réelle et permanente, sa présence supprimant l'argument de légitimation le plus fort employé par Dej, celui d'être – avec son groupe de fidèles – le seul représentant crédible du communisme national. La comparaison entre les cas de Pauker et de Pătrășcanu nous permet de mieux comprendre le vrai poids des arguments nationalistes dans la compétition politique entre les dirigeants du PCR. Le groupement qui est sorti gagnant de cette compétition a été celui qui a su mieux exploiter à son profit non seulement les humeurs de Staline mais également – et peut-être dans une mesure plus significative – les sentiments nationaux et antisoviétiques de la société roumaine, celui qui a compris que la vraie bataille pour la légitimité politique se donnait en fin du compte à l'intérieur du pays et qui a su poursuivre ses buts – parfois à travers des moyens extrêmes – contre ceux des adversaires qu'il ne pouvait pas délégitimer.⁶⁶

Du côté administratif, la situation de la Transylvanie a représenté une provocation permanente pour les communistes roumains tout au long de la période de soviétisation. Même après le passage de la région sous administration

le support des Juifs, y compris celui des familles riches de la bourgeoisie juive; ils proclamaient la disparition de l'antisémitisme dans la société roumaine, une fois la dictature prolétarienne instaurée. En fait, la direction du PCR n'a pas tardé de constater l'échec de sa stratégie auprès des Juifs de Roumanie, au moment où les demandes de permission pour émigrer en Israël ont commencé à se multiplier. La nouvelle étape des relations entre la communauté juive et la direction du PCR a été représentée par le conflit ouvert entre communistes et les organisations sionistes de Roumanie et par l'hostilité non dissimulée à l'égard des Juifs qui voulaient quitter la Roumanie, surtout quand ceux-là étaient membres du PCR. Le désagrément produit par l'agitation sioniste parmi les Juifs de Roumanie a eu comme complément un antisémitisme de plus en plus marqué dans les rangs des communistes nationaux, dirigé surtout contre leurs camarades d'origine juive.

⁶⁶ On devrait également observer la stratégie de Ceaușescu qui, en 1966, procède à la réhabilitation de Pătrășcanu, pour des raisons relevant de son propre besoin de légitimation, tout en évitant le sujet d'Ana Pauker qui n'a jamais bénéficié d'une réhabilitation ouverte jusqu'à la fin du régime communiste en Roumanie; voir pour la décision de réhabiliter la mémoire de Lucrețiu Pătrășcanu à côté d'autres dirigeants communistes victimes des purges staliniens, au but d'une enquête menée par une commission spéciale du Comité Centrale du PCR, Lavinia Betea, *op. cit.*, pp. 435-464.

roumaine (en octobre 1945) et la résolution favorable de ce sujet par le Traité de Paix de Paris, les tensions nationalistes entre Roumains et Hongrois ainsi que les pressions soviétiques pour l'application d'un modèle d'autonomie administrative en Transylvanie ont donné lieu à des clarifications surprenantes des sentiments nationaux éprouvés par les dirigeants communistes roumains. Dans une des très rares études sur la Région Autonome Hongroise créée en 1952, Stefano Bottoni apporte des précisions importantes.⁶⁷ A part la revitalisation des anciens tabous et conflits entre Roumains et Hongrois de la région, cette étude analyse les peurs et les tabous des communistes eux-mêmes, les hésitations de la Section d'Agitation et Propagande du PCR, prise à dépourvu par le geste de reconnaître une autonomie administrative de la minorité hongroise en Roumanie, ainsi que la résistance personnelle de Gheorghiu-Dej à ce projet soviétique.⁶⁸ La conclusion de Bottoni nous semble particulièrement pertinente pour résumer l'attitude des communistes roumains au sujet de la question nationale dans les années de la soviétisation: "La première décennie de la période communiste est entrée dans la mémoire publique de Roumanie comme un moment de «mort de la nation». En réalité, dans les années '40, le concept de nation a été redéfini, par des moyens divers, mais il n'a pas de tout disparu de l'horizon idéologique et culturel du Parti Communiste Roumain"⁶⁹.

⁶⁷ Stefano Bottoni, *Tra stalinismo e nazionalismo. La creazione della regione autonoma ungherese in Romania (1952)*, in "Italia Contemporanea", vol. 233, décembre 2003, pp. 679-700.

⁶⁸ *Ibidem*, p. 687; à l'occasion des discussions dans le Bureau Politique sur le statut de la Région Autonome Hongroise, interrogé par d'autres membres de la direction sur les dimensions réelles de cette autonomie, Dej précise qu'il «ne faut pas aller plus loin» et qu'il fallait se contenter de respecter les observations ponctuelles de Staline sur ce sujet mais rien de plus. On devrait peut-être ajouter qu'à la même époque, les communistes roumains se taisaient soigneusement – même si à contre cœur, comme les années d'après la morte de Staline l'ont démontré – sur la situation des Roumains de Bessarabie.

⁶⁹ *Ibidem*, p. 700 (la traduction de l'italien nous appartient).